
Les violences envers les femmes dans l'espace public : cas de la ville d'Oran (Algérie)

Nejwa BAKHTI⁽¹⁾
Sid Ahmed SOUIAH⁽²⁾

Résumé

Les violences envers les femmes dans la ville d'Oran sont au cœur du sujet traité. Les progrès, encore insuffisants, mais déjà perceptibles, de la condition des femmes algériennes (au niveau des études et du travail et d'autres motifs de déplacement), lui confèrent un rapport à l'espace public beaucoup plus intense qu'auparavant, mais l'insécurité et les inégalités persistent encore. Nous considérons la ville comme un espace paradoxal pour les femmes, constituant à la fois un lieu d'émancipation mais également de marginalisation et d'interdits puisque fragmenté par ce jeu de frontières invisibles que les femmes subissent et/ou s'imposent pour de multiples raisons. Le travail présenté est issu de nos observations de terrain, au niveau qualitatif à l'aide d'entretiens et au niveau quantitatif à l'aide d'un questionnaire administré à 507 femmes résidant dans le Groupement Urbain d'Oran en 2020.

Mots-clés : Femmes - Violences - Harcèlement - Espace public - Oran.

⁽¹⁾ Université Oran 2, Mohamed Ben Ahmed, Laboratoire de l'Espace Géographique et d'Aménagement du Territoire (EGEAT), B.P 1015, El M'naouer, 31000, Oran, Algérie. Chercheure associée CRASC Oran.

⁽²⁾ Université Oran 2, Mohamed Ben Ahmed, Laboratoire de l'Espace Géographique et d'Aménagement du Territoire (EGEAT), B.P 1015, El M'naouer, 31000, Oran, Algérie. Chercheur associée CRASC Oran.

ملخص

يعد العنف ضد النساء في الأماكن العامة في مدينة وهران محور الموضوع الذي نتناوله. إن التقدم الذي أحرزته وضعية المرأة الجزائرية (على صعيد الدراسة والعمل وأسباب التنقل الأخرى)، وإن كان لا يزال غير كافٍ ولكنه ملحوظ بالفعل، يمنحها علاقة أكثر كثافة مع الأماكن العامة مقارنة بالماضي، ولكن لا تزال هناك مشاكل تتعلق بغياب الأمن وعدم المساواة. نعتبر المدينة مكانًا متناقضًا بالنسبة للمرأة، فهي تشكل في الوقت نفسه مكانًا للتححر ولكن أيضًا للتهميش والمحظورات، لأنها مجزأة بفعل هذه الحدود غير المرئية التي تخضع لها النساء و/أو يفرضها على أنفسهن لأسباب متعددة. ينبع العمل المقدم من ملاحظتنا الميدانية، على المستوى النوعي من خلال المقابلات وعلى المستوى الكمي من خلال استبيان تم توزيعه على 507 نساء مقيمات في التجمع الحضري لوهران في عام 2020.

الكلمات المفتاحية: النساء - العنف - التحرش - الفضاء العام - وهران.

Abstract

The central theme of this study is the exploration of violence against women in public spaces in Oran. Although there has been some progress in the situation of Algerian women, as evidenced by advancements in education, employment, and other areas, it remains insufficient. Women now engage with public spaces more intensely than before; however, they continue to face significant challenges due to persistent insecurity and inequality. This study conceptualizes the city as a paradoxical place for women, serving simultaneously as a sphere of liberation and a setting of marginalization and restrictions. This duality is largely due to invisible boundaries, imposed both externally and self-enforced, for a variety of reasons. The research presented derives from comprehensive field observations and is substantiated by qualitative data from interviews and quantitative data from a survey of 507 women residing in the Urban Grouping of Oran (2020).

Keywords: Women - Violence - Harassment - Public space - Oran.

Le sentiment d'insécurité dans l'espace public, exprimé par de nombreuses femmes lors des enquêtes menées à Oran, reflète des réalités complexes. Pour les plus jeunes, cette insécurité se traduit souvent par une crainte du harcèlement de rue, tandis qu'elle prend la forme d'une peur avérée pour un bon nombre de femmes quand il s'agit d'agression. Ce ressenti, qu'il soit explicite ou intériorisé, limite leur liberté de déplacement, influence leurs itinéraires et les

mène souvent à éviter certains lieux et choisir certains horaires de la journée. Ces observations traduisent une problématique plus vaste : les violences dans l'espace public continuent de peser lourdement sur la mobilité quotidienne des femmes, malgré les améliorations de la condition féminine dans la fréquentation de l'espace public des villes algériennes.

Un cadrage théorique plus large est indispensable pour replacer le cas algérien. En effet, dès les années 1970, sous l'impulsion de mouvements féministes, les études sur le genre ont connu un réel essor, principalement dans les pays anglo-saxons. En 1982, Susan Hanson et Janice Monk publient un article fondateur qui plaide pour une géographie non androcentrée et ouvre la voie à l'intégration systématique du genre dans la discipline (Hanson et Monk, 1982). Il faut cependant attendre les années 1990 pour que la géographie intègre pleinement la question du genre, notamment grâce aux travaux pionniers de Doreen Massey et Linda McDowell, qui ont exploré les liens entre espace, division sexuée du travail et accès différencié aux ressources urbaines (Massey, 1994 ; McDowell, 1999).

Dans la continuité des travaux sur le genre en milieu urbain, plusieurs recherches ont approfondi l'analyse des pratiques féminines en ville. En France, Jeanne Fagnani analyse dès 1983 les contraintes temporelles et spatiales pesant sur les mères dans leurs déplacements quotidiens, révélant les enjeux genrés de la mobilité urbaine (Fagnani, 1983). Jacqueline Coutras prolonge ces analyses en étudiant les stratégies développées par les femmes pour faire face aux risques perçus, notamment à travers des comportements d'évitement ou de contournement, en lien avec les peurs urbaines intériorisées (Coutras, 2003). Quant à Marylène Lieber (2008), elle montre que l'invisibilisation des violences et l'ancrage d'un sentiment de vulnérabilité renforcent ces logiques, limitent la liberté de mouvement et impactent les usages féminins de l'espace. De son côté Daphne Spain développe une théorie de la ségrégation spatiale genrée, démontrant comment l'architecture et l'aménagement urbain reproduisent et renforcent les inégalités entre les sexes (Spain, 1992).

Aussi, faut-il rappeler que les violences faites aux femmes dans l'espace public urbain au Maghreb et dans les pays arabes constituent un phénomène grave qui limite leur mobilité et leur pleine participation sociale. Ces violences peuvent être physiques,

sexuelles ou psychologiques et sont souvent liées à des normes socio-culturelles patriarcales qui restreignent la liberté des femmes.

Nassima Dris (2017), sociologue et urbaniste, souligne l'extrême vulnérabilité des femmes dans les espaces publics urbains au Maghreb, notamment en Algérie, avec l'exemple des femmes de ménage à Hassi-Messaoud qui subissent des violences parce qu'elles sont des femmes mobiles et sans protection masculine. Ces violences sont, aussi, exacerbées par l'absence de protection étatique et locale. En outre elle précise que le Code Pénal des trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) indique l'annulation des poursuites pénales à l'encontre d'un violeur s'il consent à épouser sa victime mineure. Cela confirme que la femme reste dans un rang inférieur à celui de l'homme.

Amal Hadjaj, militante féministe en Algérie, se révolte à propos de la banalisation croissante des violences faites aux femmes et ce malgré les signaux politiques récents visant à renforcer sa protection. Elle note que la mise en œuvre de l'action publique reste encore faible. Elle souligne aussi la faiblesse des peines en cas de violences, qui ne sont pas suffisamment dissuasives. Notons que dans le contexte algérien, marqué par des avancées évidentes dans l'instruction des femmes (les femmes représentent 60% des diplômés universitaires), mais certaines inégalités persistent dans le Code de la famille. Les violences urbaines envers les femmes s'inscrivent dans des rapports de pouvoir complexes (Lalami, 2012). Bien que quelques sociologues se soient penchés sur ces questions, les géographes, quant à eux, restent peu mobilisés pour analyser les effets du genre sur les usages de la ville, négligeant l'importance de cette recherche qui s'intéresse à un malaise généralisé face à un environnement urbain perçu comme risqué.

Il est nécessaire de rappeler la mobilisation et l'engagement significatif des femmes durant le hirak algérien (mouvement populaire contre le régime en place). Elles ont investi l'espace public pour revendiquer des droits démocratiques et l'égalité entre sexes. Cependant, cette conquête de l'espace public ne s'est pas faite sans violences : harcèlement, agressions physiques et verbales ont visé les militantes pour limiter leur participation et les affaiblir par la pression, un outil de répression en quelque sorte.

Ces études et témoignages montrent que les violences faites aux femmes dans l'espace public urbain sont à la fois l'expression et le maintien d'un ordre social patriarcal, avec une protection insuffisante et souvent un défaut d'engagement institutionnel réel

pour y mettre fin. Le combat des femmes dans le Hirak illustre aussi une résistance politique forte dans le contexte algérien.

Cette étude, basée sur une double approche, qualitative et quantitative, menée en 2020 auprès de 507 femmes dans le groupement urbain d'Oran, analyse les formes de violence subies, les profils des femmes agressées, ceux des agresseurs, ainsi que les zones de la ville les plus concernées. Ville portuaire marquée par des héritages coloniaux et des mutations contemporaines, elle offre un contexte urbain spécifique pour observer les contraintes genrées aux déplacements quotidiens. Le concept de « paradoxe urbain » et l'analyse de l'impact du religieux sur le contrôle social ouvrent des perspectives de recherche comparative dans d'autres contextes urbains des pays du Sud, particulièrement dans les sociétés où les références religieuses structurent les rapports sociaux de genre.

Partant de l'hypothèse d'une asymétrie genrée dans la fréquentation et l'appropriation des espaces publics, nous examinons le rôle des aménagements urbains, des normes sociales et des rapports de pouvoir qui contrarient la mobilité des femmes.

Les méthodes d'enquête

L'enquête repose sur une méthodologie mixte croisant données qualitatives et quantitatives. Le volet quantitatif s'appuie sur un questionnaire administré à 507 femmes résidant dans le groupement urbain d'Oran (GUO) en 2020.

Méthode d'échantillonnage pour la conduite de l'enquête par questionnaires

La méthode retenue tient compte des résultats publiés au dernier recensement de la population (2008) pour les quatre communes composant le GUO (Groupement Urbain d'Oran) : Oran, Es-Sénia, Bir El Djir et Sidi Chahmi¹.

Ainsi, partant du principe que nous devons mener une enquête auprès d'environ 500 femmes, il s'agissait de répartir l'échantillon sur les 4 communes concernées. Pour cela les données du dernier recensement nous ont aidées à fixer les quotas selon le poids démographique :

¹ La méthodologie fut précisée et arrêtée dans le cadre d'un atelier « Mobilités des femmes dans l'agglomération d'Oran » animé et encadré par nous-même au niveau du Master 2^{ème} année Géomatique (Université ORAN 2 Mohamed Ben Ahmed).

Tableau 1 : Répartition de la population globale en 2008

Communes	Population
Oran	609940
Bir El Djir	152151
Es Senia	104498
Sidi El Chahmi	96928
Total GU Oran	963517

Source : Recensement 2008 (ONS).

Tableau 2 : Répartition de la population féminine âgée de 15 ans et plus et quotas dans l'échantillon

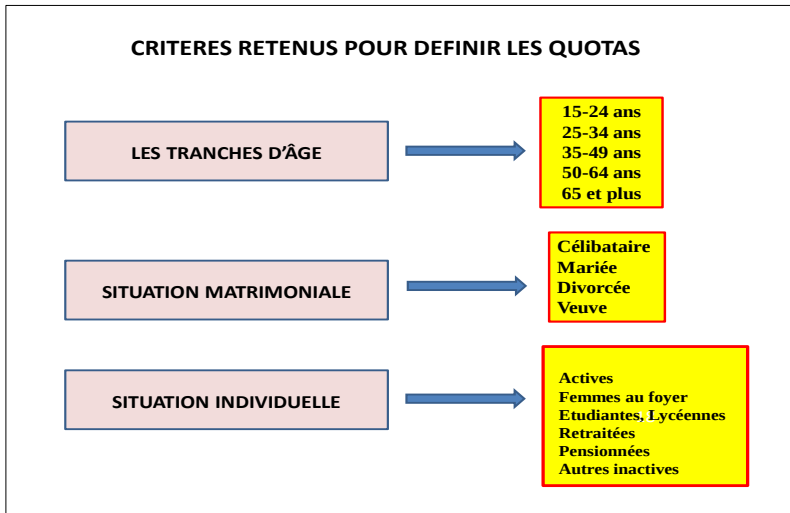
Communes du groupement Urbain	Effectifs des femmes	%	Echantillon
Oran	235937	65	326
Bir El Djir	54576	15	75
Es Senia	35157	10	49
Sidi El Chahmi	36117	10	50
Total	361787	100	500

Source : Recensement 2008 (ONS).

L'échantillon observé : ses composantes et ses caractéristiques

L'échantillon retenu devait répondre au critère de représentativité en respectant la répartition selon trois variables de contrôle prises dans chacune des communes du groupement urbain d'Oran (âge, situation matrimoniale et situation individuelle).

Figure 1 : Les variables de contrôle utilisées



Les répartitions sont les suivantes :

Tableau 3 : Répartition de l'échantillon selon les tranches d'âge et les communes concernées

Quotas selon tranches d'âge					
Groupe d'âge	Oran	Bir El Djir	Es-Senia	Sidi El Chami	Total
15-24 ans	77	20	13	14	124
25-34 ans	77	19	13	13	122
35-49 ans	89	21	13	14	136
50-64 ans	49	11	7	6	73
65 et plus	33	4	4	3	99
Total	326	75	49	50	500

Tableau 4 : Répartition de l'échantillon selon la situation matrimoniale et les communes concernées

Population féminine du groupement urbain d'Oran selon la situation						
Communes du groupement Urbain	أعزب	متزوج	مطلق	أرمل	غ م	المجموع
	Célibataire	Mariée	Divorcée	Veuve	N.D	Total
Oran	123	153	16	33	0	326
Bir El Djir	27	41	3	5	0	75
Es Senia	18	26	2	3	0	49
Sidi Chami	18	28	2	3	0	50
Total	186	247	22	44	0	500

Tableau 5 : Répartition de l'échantillon selon la situation individuelle et les communes concernées

Population féminine du groupement urbain d'Oran selon la situation								Échantillon
Communes du groupement	Actifs	Femmes au foyer	Étudiant Écoliers	Retraitées	Pensionnées	Autres inactives	ND	
Oran	69	189	39	12	11	5	1	326
Bir El Djir	14	47	10	2	1	1	1	75
Es Senia	8	32	6	1	1	0	0	49
Sidi Chami	7	35	5	1	1	1	0	50
Total	99	303	60	16	13	7	2	500

Pour un(e) enquêteur(trice) intervenant dans une commune de résidence (ici le cas de la commune d'Oran) la feuille des quotas se présente ainsi pour une vingtaine de femmes :

Figure 2 : Feuille des quotas pour 20 enquêtes menées à Oran

Feuille de quotas														
Nom et Prénom du binome :														
Numéro du binome :														
Commune :		Oran												
Secteur :														
Enquêtes		20												
Tranches d'âge														
15-24 ans	5	1	2	3	4	5								
25-34 ans	5	1	2	3	4	5								
35-49 ans	5	1	2	3	4	5								
50-64 ans	3	1	2	3										
65 et plus	2	1	2											
Situation matrimoniale														
Célibataire	8	1	2	3	4	5	6	7	8					
Mariée	9	1	2	3	4	5	6	7	8	9				
Divorcée	1	1												
Veuve	2	1	2											
Situation individuelle														
Actives	4	1	2	3	4									
Femmes au foyer	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Etudiantes écolières	2	1	2											
Retraitées	1	1												
Pensionnées	1	1												

L'approche qualitative : les entretiens semi-directifs

Les entretiens semi-directifs permettent de recueillir des témoignages sur la mobilité féminine. Nous avons mené 46 entretiens individuels et un focus group avec des six lycéens (3 filles + 3 garçons). Les entretiens ont été réalisés en français et en arabe dialectal, selon le confort linguistique de l'enquêtée.

Les entretiens ont suivi une grille organisée autour de quatre axes principaux :

- Les contraintes de mobilité,
- Les expériences de déplacement,
- Les représentations et usages de la ville,
- Les perceptions de la ville rêvée.

Nous avons suivi les recommandations de Alain Blanchet et Anne Gotman (2007) ainsi que celles de Morange et Schmoll (2016), en insistant sur la dynamique de confiance, la souplesse du dialogue, l'anonymat, et la prise en compte éthique de la vulnérabilité des enquêtées. L'approche qualitative par l'entretien est bien décrite par Alain Blanchet et Anne Gotman. Cet outil de collecte de l'information est largement pratiqué en Sciences Humaines et Sociales. Nous nous efforcerons de préciser la méthodologie de conduite de l'entretien conformément aux

principes énoncés dans l'ouvrage précédemment cité. Nous nous référons à l'ouvrage de Marianne Morange et Camille Schmoll, (2016). Un premier point est essentiel : cette technique met sur le même pied d'égalité « enquêteur et enquêté ». En effet, l'enquêtée ne se sent pas dans un interrogatoire, contrainte de fournir des réponses par un jeu de « questions / réponses ». Elle livre des récits et un discours, en toute liberté, si elle est mise en confiance. Ceci exige de l'enquêteur une prise de notes fidèles au discours produit et un enregistrement si l'enquêtée donne son accord. Les entretiens exploratoires aident à mieux formuler les questions correspondant aux préoccupations de recherche, avec clarté et pertinence. Les questions posées sont hiérarchisées et suivent le fil directeur des hypothèses préalablement annoncées. Ainsi, l'entretien permet l'analyse de problèmes, de constituer une source d'informations contextualisées et aider à détricoter des résultats obtenus par des sources documentaires ou dans des tableaux issus par traitements de l'enquête par questionnaires. Le couplage des deux méthodes (quantitative et qualitative) est d'une nécessité absolue.

Figure 3 : Les thèmes de l'entretien et les contraintes rencontrées

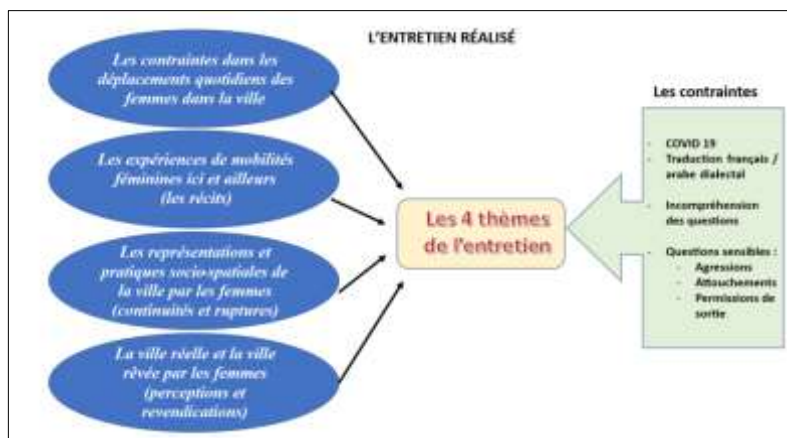
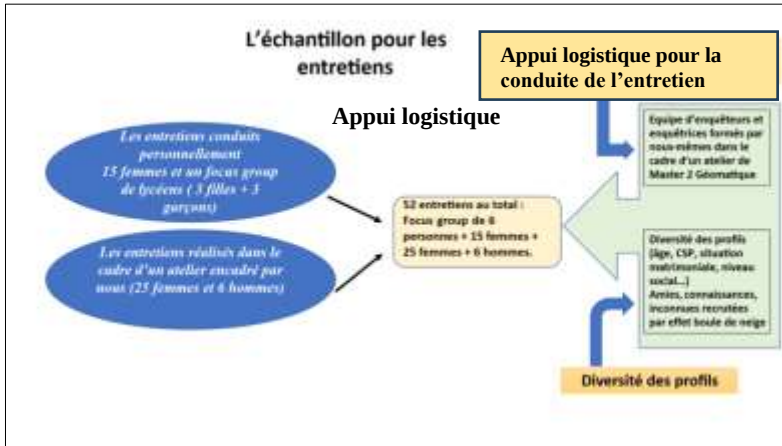


Figure 4 : L'échantillon des entretiens



Conformément aux graphiques précédents, la grille d'entretien est bâtie autour de quatre thèmes :

- *Thème 1 : Les contraintes dans les déplacements quotidiens des femmes dans la ville*
- *Thème 2 : Les expériences de mobilités féminines ici et ailleurs (les récits)*
- *Thème 3 : Les représentations et pratiques socio-spatiales de la ville par les femmes (continuités et ruptures)*
- *Thème 4 : La ville réelle et la ville rêvée par les femmes (perceptions et revendications).*

Les personnes soumises à l'entretien composent l'échantillon dont les éléments ont été recueillis selon les procédures suivantes :

- 15 femmes + un focus group de 6 lycéens (3 filles et 3 garçons) : travail personnel
- 25 femmes et 6 hommes : travail réalisé dans le cadre d'un atelier en Master 2 Géomatique que nous avons animé.

Les personnes retenues présentent des profils variés, reflétant une diversité en termes d'âge, de catégorie socioprofessionnelle (CSP), de situation matrimoniale, de niveau social et de quartier de résidence. Tout en soulignant l'homogénéité nécessaire à l'étude, il est essentiel d'intégrer des cas aux caractéristiques suffisamment distinctes afin d'enrichir l'analyse. La diversité des trajectoires et des contextes sociaux offre une perspective plus nuancée et permet de mieux appréhender les dynamiques sous-jacentes aux

phénomènes observés et de compléter les résultats obtenus lors des enquêtes par questionnaires.

Le déroulement des entretiens semi-directifs

Les entretiens ont commencé en novembre 2020 et se sont étalés sur plusieurs mois, permettant une évolution méthodologique progressive. Avec l'expérience, les techniques d'entretien se sont affinées : meilleure adaptation du langage selon les interlocuteurs, plus de fluidité dans l'enchaînement des questions et une meilleure gestion des thématiques sensibles.

Les conditions ont été globalement favorables jusqu'à l'arrivée de la pandémie, qui a nécessité des ajustements organisationnels et nous a contraints à une interruption temporaire du travail sur le terrain. Cette pause a permis de repenser les modalités d'enquête, notamment en adaptant les méthodes d'entretien aux nouvelles contraintes sanitaires et en explorant des approches alternatives pour poursuivre l'analyse malgré les restrictions. La majorité des entretiens semi-directifs se sont déroulés chez les femmes interviewées, parfois sur leur lieu de travail ou chez un membre de leur famille ayant facilité la mise en relation.

Quant au focus group de lycéens, il s'est tenu dans l'espace public, à proximité du lycée, ce qui a offert une dynamique d'échange différente des entretiens individuels. Cette immersion dans la pratique des entretiens a montré l'importance d'adapter l'approche aux réalités du terrain. Face aux défis méthodologiques rencontrés, il a fallu interroger nos propres biais, ajuster notre posture et améliorer la fluidité des interactions avec les enquêtés².

² Ce processus s'est enrichi grâce à l'accompagnement de Lætitia Bucaille, professeure de sociologie, qui a joué un rôle déterminant dans l'évolution de la démarche méthodologique. Ses conseils nous ont permis de mieux structurer les entretiens, en intégrant des éléments souvent négligés tels que la gestion des silences, l'adaptation du langage et la dynamique relationnelle au sein des échanges. Son accompagnement s'est également traduit par la mise en relation avec des doctorants en sociologie, dont l'expérience sur le terrain nous a permis de mieux appréhender les subtilités des entretiens en sciences sociales. Ces échanges ont été particulièrement enrichissants pour perfectionner les approches, notamment dans la formulation des questions et l'analyse des interactions au sein des focus groups.

La nécessité d'un cadrage théorique plus adapté...

La collecte des informations et les dépouillements envisagés nécessitent un cadrage théorique afin d'inscrire nos travaux dans la littérature scientifique. Dans les pays arabes, l'étude des rapports de genre en milieu urbain demeure majoritairement portée par des sociologues, des anthropologues, des urbanistes ou des architectes, tandis que la géographie du genre reste un champ insuffisamment investi. Ce déséquilibre est particulièrement visible dans les recherches portant sur les mobilités féminines, les usages différenciés de l'espace public, les violences sexistes ou encore les formes de ségrégation socio-spatiale. Les enjeux spatiaux sont essentiels pour comprendre les inégalités de genre, notamment dans les villes où les normes patriarcales et les dispositifs de contrôle social impactent fortement les pratiques et trajectoires féminines. Marc Lavergne, géographe spécialiste du monde arabe, déplore le retard de la géographie dans l'analyse critique du genre dans cette aire géographique, en dépit des profondes mutations sociales et urbaines observées (Lavergne, 2022). Dans une perspective théorique inspirée des travaux de Pierre Bourdieu, la ville peut être comprise comme un espace socialement structuré, traversé par des rapports de pouvoir qui organisent les mobilités de manière différenciée selon le genre. Cette lecture a permis de mettre en évidence la manière dont les dispositions sociales intériorisées limitent l'accès des ressources urbaines aux femmes. Ses travaux demeurent une référence théorique majeure pour penser l'articulation entre espace, pouvoir et genre, à travers les concepts de champ, d'habitus et de violence symbolique. Cette approche a été prolongée par Lahouari Addi, sociologue, qui a appliqué ces outils à l'analyse des structures patriarcales dans les sociétés maghrébines, en soulignant les mécanismes de reproduction des rapports de domination (Addi, 2005). Dans une perspective voisine, Rabia Bekkar (2004) propose une analyse réflexive sur la place des femmes du Maghreb dans la recherche en Sciences Sociales. À travers une lecture critique des trajectoires féminines dans les mondes académiques du Sud, elle souligne les rapports de pouvoir qui traversent la production scientifique, et la manière dont les enjeux de genre sont trop souvent abordés sans réelle prise en compte des contextes locaux. Son article interroge la reconnaissance institutionnelle des chercheuses maghrébines, les silences épistémologiques, ainsi que les conditions de possibilité

d'un savoir situé. Ce positionnement s'inscrit dans le prolongement des approches critiques qui dénoncent l'universalisme abstrait de certaines lectures du genre, appelant à une prise en compte des rapports sociaux dans leur complexité, à l'échelle des sociétés maghrébines.

Cette grille de lecture a été reprise par plusieurs chercheurs pour analyser la manière dont les femmes s'approprient l'espace urbain dans des contextes où l'ordre symbolique patriarcal est fortement intériorisé et normatif. Les recherches sur le genre dans l'espace urbain dans les pays arabes se structurent autour de plusieurs axes thématiques qui se chevauchent : mobilités féminines et stratégies d'adaptation, visibilité et invisibilité dans l'espace public et contrôle social, violences sexistes, et politiques urbaines sensibles au genre.

Dans les espaces urbains du Maghreb, les mobilités féminines sont influencées par un ensemble de contraintes sociales, culturelles et infrastructurelles qui agissent sur leurs pratiques spatiales. Ces obstacles prennent la forme de régulations sociales, de normes de respectabilité, de surveillance genrée et de défaillances structurelles, réduisant les possibilités de déplacement et d'accès aux ressources urbaines pour les femmes. Face à ces restrictions, les femmes développent des stratégies d'adaptation afin de préserver leur autonomie et d'interagir avec l'espace public selon des dynamiques spécifiques.

Une analyse des régulations sociales affectant la mobilité féminine a été menée par l'architecte et urbaniste Zineb Benzerfa-Guerroudj. Elle s'attache à comprendre les formes de visibilité imposées aux femmes dans les villes algériennes. Elle montre, par ailleurs, comment l'espace public est régi par des normes implicites de comportement, de posture ou d'habillement, qui conditionnent la légitimité de la présence féminine et limitent son inscription dans la ville (Benzerfa-Guerroudj, 1992).

La structuration genrée de l'espace urbain est également abordée par Nadia Redjel, qui analyse le cas du boulevard Victor Hugo à Constantine. Son étude montre comment l'organisation de cet espace contribue à la différenciation des pratiques entre hommes et femmes, influençant leurs mobilités et interactions.

La sociologue Ghaliya Djelloul interroge les mobilités féminines en périphérie d'Alger, révélant ainsi les normes de respectabilité qui conditionnent ces déplacements. L'auteure montre comment les femmes adoptent des stratégies d'évitement

et de négociation pour accéder à l'espace public sans transgresser les cadres normatifs qui leur sont imposés.

La motilité urbaine, c'est-à-dire cette capacité à se déplacer librement dans la ville, est étudiée par les sociologues Khadidja Boussaid, Maroua Kennouche, Samia Bentoudert et Madani Safar Zitoun (Safar Zitoun et al, 2020) à partir d'une enquête qualitative menée à Alger. Leur recherche met en avant les tactiques féminines d'appropriation de l'espace public, combinant des stratégies de mouvement, d'arrêt et d'affichage, qui permettent aux femmes de circuler tout en tenant compte des logiques de surveillance genrée.

Dans le cadre de nos travaux sur la mobilité des femmes dans la ville d'Oran, plusieurs publications ont permis d'approfondir les liens entre genre et politiques publiques ; (Bakhti, 2022), nous avons montré comment la crise sanitaire a renforcé les inégalités de genre en matière de mobilité, restreignant davantage la présence féminine dans l'espace public.

Cette réflexion a été approfondie dans un autre travail où l'analyse s'est centrée sur l'adéquation entre les dispositifs de transport collectif et les besoins spécifiques des femmes. Les résultats montrent un déficit d'accessibilité, avec un manque de services adaptés influençant directement l'accès à la ville pour les femmes résidentes à Oran.

Dans un travail collectif intitulé (Bakhti, Souiah et Nourine, 2022), nous avons analysé l'impact du contexte pandémique sur les mobilités urbaines. Cette étude montre que la période post-confinement a ouvert une fenêtre d'opportunités pour repenser les infrastructures urbaines en faveur d'une ville plus inclusive et accessible à tous.

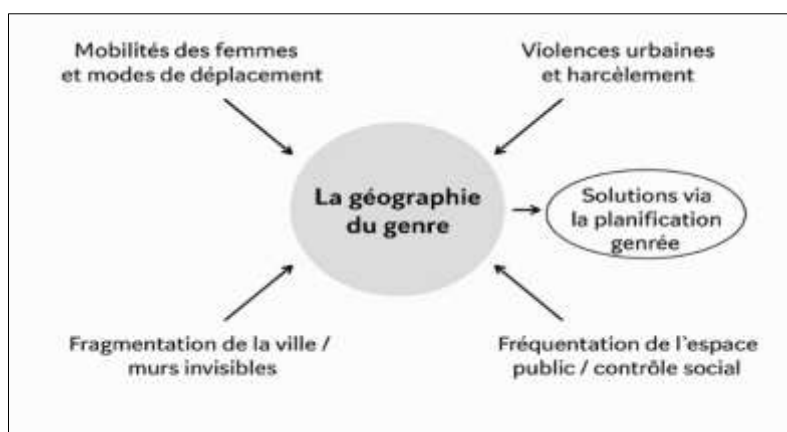
En articulant ces analyses, ces travaux convergent vers un même constat : seule une réforme ambitieuse des politiques d'aménagement et de transport, sensible aux inégalités de genre, permettra de garantir une mobilité urbaine équitable et sécurisée pour les femmes à Oran.

À Constantine, Nawel Achour-Bouakkaz, Ouafa Saighi, Asma Benbouhedja et Oulfa Nouha Kouri (Achour-Bouakkaz et al. 2024) examinent les contraintes sociotechniques (infrastructures, planification urbaine...) qui influencent les pratiques quotidiennes de mobilité des femmes. Leur étude souligne le rôle des infrastructures de transport, de la planification urbaine et des normes sociales dans la structuration des parcours féminins.

Les résultats préliminaires

Sur les 507 femmes questionnées, 480 ont répondu à la question relative aux agressions dans l'espace public. Parmi elles, 217 déclarent avoir été victimes d'une agression verbale et/ou physique, soit 45,2% de l'échantillon. Ce taux place Oran dans une situation intermédiaire au niveau international : supérieur aux données parisiennes (20% selon Womenability, 2018) mais inférieur aux chiffres égyptiens où 99% des femmes déclarent subir des violences (Langohr, 2015), révélant des dynamiques spécifiques au contexte maghrébin. Ce pourcentage, déjà alarmant, reste probablement sous-estimé en raison de la forte intériorisation des violences et de leur banalisation sociale. Sur les 507 femmes questionnées, 27 soit 5,3% n'ont pas souhaité se prononcer, ce qui est révélateur de la sensibilité du sujet abordé. La figure ci-après synthétise les principaux axes d'analyse mobilisés par la géographie du genre dans l'étude des dynamiques urbaines. Au cœur du schéma, la géographie du genre est envisagée comme une grille de lecture transversale, permettant de déconstruire les rapports différenciés à l'espace selon le genre. Elle croise plusieurs dimensions complémentaires, qui traduisent la manière dont les inégalités de genre s'inscrivent dans la ville d'Oran.

Figure 5 : Les grands thèmes retenus dans l'étude de la mobilité des femmes à Oran



Les femmes et les hommes n'occupent pas l'espace urbain de manière égalitaire. La ville, loin d'être un espace neutre, elle reflète et reproduit des rapports sociaux de pouvoir qui façonnent son organisation et ses usages. Les rapports de genre y jouent un rôle central : les modes de déplacement, les accès aux ressources urbaines et les formes de présence dans l'espace public sont profondément marqués par des logiques différenciées et des contraintes spécifiques.

Types d'agressions subies

L'analyse des formes de violence révèle une hiérarchie préoccupante. Les insultes constituent la forme la plus répandue avec 35,9% des réponses, confirmant une banalisation de la violence verbale dans l'espace public. Le vol à l'arraché représente 23,0% des cas, révélant que les femmes sont perçues comme des cibles vulnérables. Le harcèlement de rue concerne 13,2% des répondantes, constituant une forme intermédiaire entre violences symboliques et physiques.

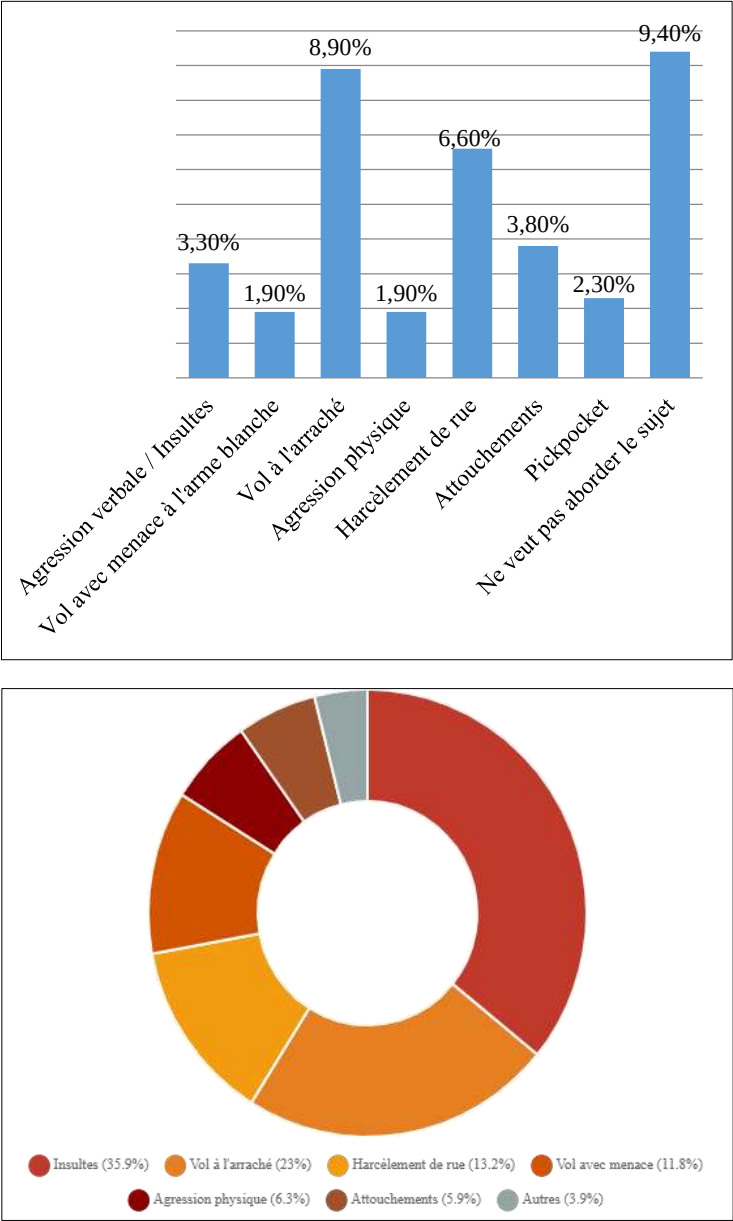
Tableau 6 : Types d'agressions subies par les femmes

Type d'agression	Effectifs	Fréquence
Insultes	109	35,9%
Vol à l'arraché	70	23,0%
Harcèlement de rue	40	13,2%
Vol avec menace à l'arme blanche	36	11,8%
Agression physique	19	6,3%
Attouchements physiques	18	5,9%
Autres	12	3,9%
Total des réponses	304	100%

Interrogées : 507 / Répondantes : 226 / Réponses : 304
Pourcentages calculés sur la base des réponses (questions à choix multiples)

La Figure 6 illustre visuellement cette hiérarchie des violences, révélant la prédominance écrasante des violences verbales sur les violences physiques.

Figure 6 : Répartition des types d’agressions subies par les femmes à Oran



Ces violences s'inscrivent dans ce que les féministes conceptualisent comme un continuum (Kelly, 1988) : des regards insistants aux agressions physiques, elles fonctionnent comme un système de contrôle social rappelant aux femmes leur vulnérabilité supposée. Selon Henri Lefebvre, l'espace social est produit par les rapports de pouvoir (Lefebvre, 1974) : l'espace public oranais apparaît ainsi comme un territoire masculin où les femmes négocient constamment leur légitimité.

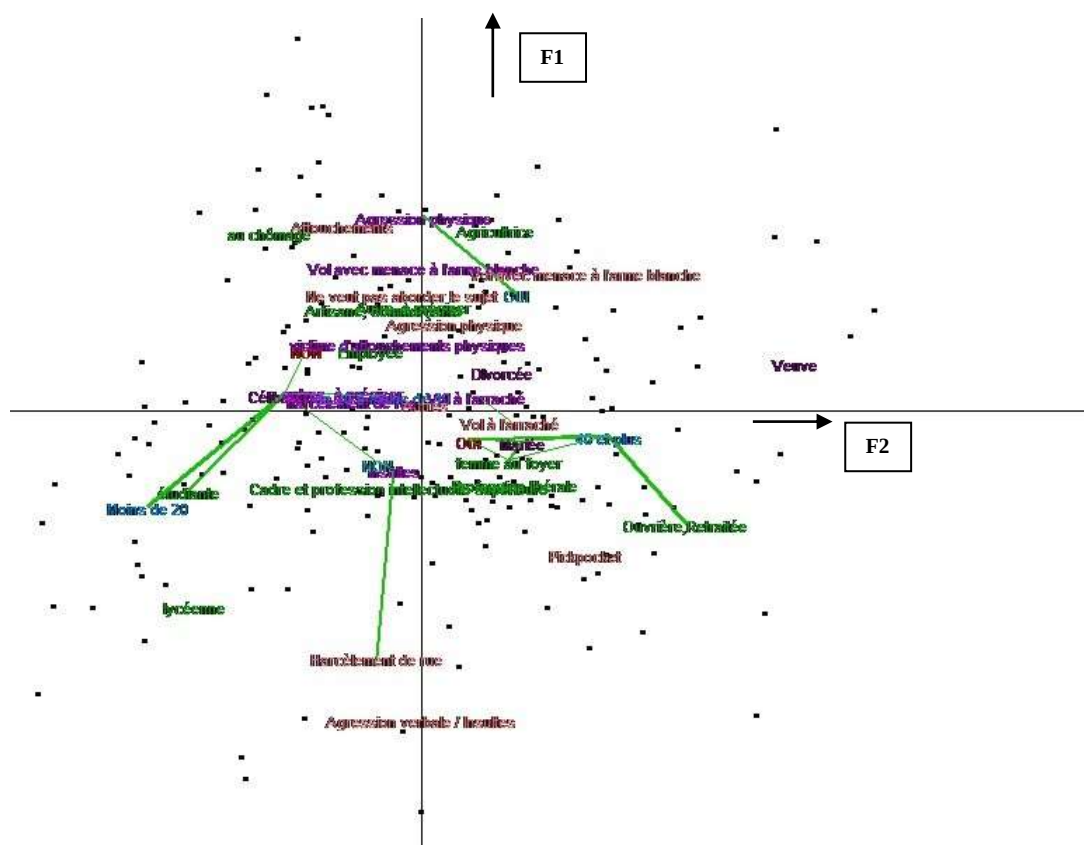
Qui sont les victimes ? Une analyse intersectionnelle des vulnérabilités

Méthodologie de l'AFC

Pour identifier les profils des femmes victimes de violences, une Analyse Factorielle des Correspondances (AFC) a été réalisée à partir de sept variables qualitatives : groupe d'âge, situation matrimoniale, port du *hidjab*, catégorie socioprofessionnelle, type d'agression, description de l'agression et dépôt de plainte. Cette méthode, développée par Jean-Paul Benzécri, permet de représenter graphiquement les relations entre variables qualitatives en révélant les structures latentes des données (Benzécri, 1973). Ces variables se déploient en 38 modalités au total.

L'AFC permet de représenter les 217 femmes agressées dans un espace réduit à deux axes factoriels, qui concentrent 23,76% de l'inertie totale. Cette méthode utilise la distance du khi-deux pour révéler les proximités et distances entre modalités. Une classification en trois groupes a été obtenue par l'algorithme des centres mobiles.

Figure 7a : Projection des individus et modalités sur les deux premiers axes factoriels.



Trois profils distincts de victimes

Tableau 7 : Ventilation des femmes agressées selon les types A, B et C

Type	Effectifs	Pourcentage
A	64	29,5%
B	98	45,2%
C	55	25,3%
Total	217	100%

Type A (29,5%) : Jeunes femmes actives, harcelées mais silencieuses

Ce groupe regroupe principalement des jeunes célibataires (étudiantes, lycéennes) ou des femmes relevant de catégories professionnelles supérieures (cadres, professions intellectuelles, professions libérales). Elles sont particulièrement victimes de harcèlement de rue et d'insultes dégradantes.

Ces femmes évitent de déposer plainte, non seulement par crainte de représailles ou du contrôle social, mais aussi en raison de la nature des agressions souvent verbales, perçues comme banalisées ou non répréhensibles. N., étudiante de 21 ans, non voilée, témoigne :

Je subis tous les jours ce problème de harcèlement de rue et j'évite de nombreuses rues à Oran, c'est comme ça ! On a toujours droit à des remarques, des sifflements même si je suis habillée normalement, ils trouvent toujours quelque chose à dire.

Type B (45,2%) : Femmes matures, victimes d'agressions matérielles

Le deuxième groupe, majoritaire, est principalement composé de femmes mariées, souvent femmes au foyer, âgées généralement de 40 ans et plus. Elles sont victimes de vols à l'arraché, parfois accompagnés de menaces à l'arme blanche, ou ciblées par des pickpockets, notamment dans les transports en commun. Ces femmes déposent plus souvent plainte que celles du groupe A, ce qui s'explique par la nature plus violente ou matérielle des agressions subies. S., 43 ans, mariée, rapporte :

Comme je suis obligée de prendre le bus faute de moyens, et comme ils sont souvent bondés, c'est difficile de ne pas se faire voler. On m'a déjà pris mon portefeuille. J'ai déposé plainte, mais ça n'a rien donné.

Type C (25,3%) : Profils dispersés, agressions tues

Le troisième groupe est plus hétérogène, correspondant à des femmes aux profils moins définis, souvent déclarant être au chômage. L'agression la plus fréquente correspond aux attouchements dans les transports collectifs. Ces femmes évitent souvent d'aborder le sujet des agressions subies.

Vulnérabilité selon les catégories socioprofessionnelles

L'analyse croisée révèle une vulnérabilité intersectionnelle où se croisent inégalités de genre, de classe et de statut (Crenshaw, 1989). Les femmes au foyer représentent 37,8% de l'ensemble des femmes agressées, cumulant précarité économique et exposition spatiale. Cette surexposition illustre comment les oppressions se renforcent mutuellement : assignation domestique, manque de ressources pour des transports sécurisés, et présence régulière dans l'espace public de proximité. Les étudiantes (12,6% des victimes) sont particulièrement touchées par le harcèlement de rue (16,7%) et les insultes (14,9%).

À l'inverse, les femmes issues de catégories socioprofessionnelles élevées (cadres : 3,5%, professions libérales : 2,8%) sont nettement moins représentées, bénéficiant de formes de protection liées à leurs ressources socio-économiques.

Le voile, entre protection illusoire et injonctions contradictoires

L'analyse du port du voile révèle que cette pratique ne constitue pas un rempart efficace contre les violences. Sur 476 répondantes, 54,7% des femmes non voilées déclarent avoir subi au moins une agression, contre 42,7% parmi les femmes voilées.

Tableau 8 : Agression selon le port du voile

	Voilée	Non voilée	Total
Agressée	158 (42,7%)	58 (54,7%)	216 (45,4%)
Non agressée	212 (57,3%)	48 (45,3%)	260 (54,6%)
Total	370 (100%)	106 (100%)	476 (100%)

Le port du hidjab s'inscrit dans des négociations complexes entre piété personnelle, pression sociale et stratégie de protection, révélant les ambiguïtés du « voile refuge » dans l'Algérie contemporaine. Bien que les femmes non voilées apparaissent statistiquement plus exposées, 42,7% des femmes voilées ont également rapporté des agressions, démentant l'hypothèse protectrice et révélant des injonctions contradictoires sur l'apparence féminine « acceptable ». Lors des entretiens, de

nombreuses femmes voilées précisent que les remarques hostiles concernent la manière dont le hidjab est associé à d'autres éléments vestimentaires jugés « inadaptés ». R., 40 ans, mariée et voilée, cadre, raconte :

Si je mets un jean et une liquette pas assez longue, j'ai souvent droit à des remarques, surtout de la part de ceux qui se croient les porte-parole de Dieu.

Profils des agresseurs : typologie des figures masculines en s'écartant des stéréotypes par des observations terrains en s'aidant des scènes de rue et des entretiens réalisés

Quatre profils d'agresseurs se détachent nettement :

Les « jeunes de quartiers »

Décrits comme de jeunes hommes souvent désœuvrés, adossés aux murs, ils imposent leur virilité à travers une drague lourde et des insultes. Appelés « hitistes » (du terme *haït* signifiant « mur »), ils sont aussi surnommés « Shab el Nekra », « Kahwiyines » ou « Lacostés » selon leur apparence. S., 68 ans, mariée, confirme :

Les garçons sont irrespectueux, surtout ceux qui n'ont aucune instruction, y a tellement de jeunes désœuvrés. C'est la plaie de l'Algérie, ce sont ces jeunes qui n'ont pas fait d'études.

Les « personnes âgées »

Une catégorie d'harceleurs âgés qui suivent les jeunes femmes et tentent d'entamer de force la conversation. S., 17 ans, lycéenne, témoigne :

Parmi les gars qui nous harcèlent dans la rue il y a même des vieux en plus des chômeurs, mais les vieux sont très collants et ne s'arrêtent pas de nous importuner !

Les « Boulahia », (barbus moralisateurs)

Notons la présence de ceux qui adoptent un discours moralisateur envers les femmes, voilées ou non. R., 40 ans, rapporte :

Oh ceux-là ils ne lâchent personne, ils sont pénibles avec leurs remarques aux filles voilées, en faisant remarquer que leur voile n'est pas assez couvrant. Pour les non-voilées, c'est encore pire, ils les considèrent comme de non musulmanes.

« Monsieur tout le monde »

Des hommes aux profils ordinaires adoptant des comportements déplacés, révélant la normalisation de certaines violences. H., 36 ans, témoigne : *Y a aussi des types normaux qui draguent lourdement. Ce qui fait que je ne pratique pas souvent la marche à pied.*

Géographie et temporalités des violences

Cartographie de l'insécurité

L'analyse spatiale révèle une concentration des agressions dans certains quartiers. Médina Jdida (Ville Nouvelle) arrive en tête avec 17 cas soit 8,2% des réponses. Ce quartier-marché, dense et très fréquenté, constitue un point de passage quasi-incontournable mais particulièrement exposant.

Carte 1 : Localisation spatiale des agressions

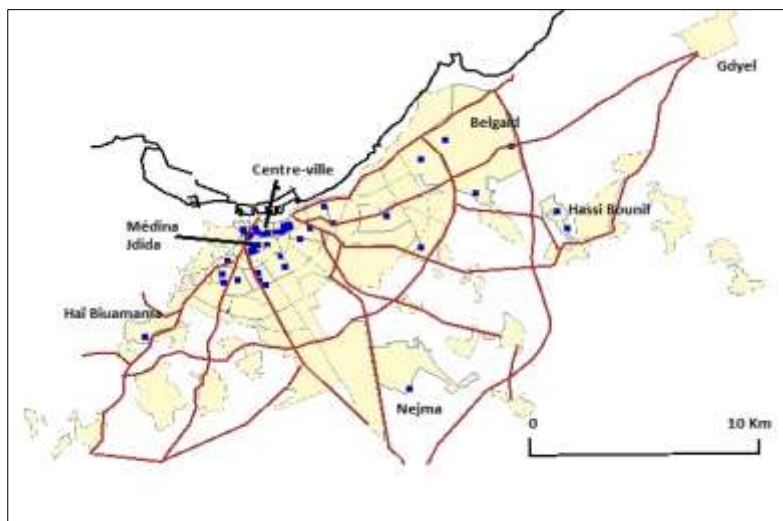


Tableau 9 : Agressions selon les quartiers d'Oran

Quartier	Nombre	Fréquence
Médina Jdida	17	8,2%
Hai El Moudjahidine	6	2,9%
Centre-ville (Hai Emir)	4	1,9%
Hai Nasr (Derb)	3	1,4%
Autres quartiers	147	71,0%

Temporalités des agressions

L'analyse des horaires (31 réponses horodatées) montre une concentration l'après-midi (54,8%) et le matin (25,8%). La faible fréquence d'agressions en soirée ne signifie pas qu'elle soit moins dangereuse, mais révèle des stratégies d'évitement intériorisées.

Tableau 10 : Agressions selon les moments de la journée

Moment	Effectifs	Fréquence
Après-midi	17	54,8%
Matin	8	25,8%
Midi	3	9,7%
Soir	3	9,7%

Mobilité urbaine : entre nécessité et vulnérabilité pour les femmes

Les transports collectifs : des lieux de forte exposition

La marche à pied, le taxi et le bus apparaissent comme les trois modes les plus exposants. Respectivement utilisés par 30,8%, 23,1% et 18,9% des femmes actives, ces moyens de transport sont associés à une forte multi-exposition : insultes, vols, harcèlement et attouchements.

Les étudiantes sont particulièrement vulnérables : 51,3% d'entre elles déclarent avoir subi au moins une forme d'agression. Le bus

(14,4%), la marche à pied (10,6%) et le taxi (6,9%) concentrent leurs principales expositions. S., 43 ans, confie :

Comme je suis obligée de prendre le bus faute de moyens, et comme ils sont souvent bondés, c'est difficile de ne pas se faire voler.

L'automobile : « une protection relative »

Les femmes disposant d'un véhicule personnel rapportent significativement moins d'agressions. Cependant, cette protection reste relative. M., 34 ans, témoigne :

J'ai un sentiment d'insécurité à Oran quand je marche à pied, mais je suis très bien dans ma voiture, je verrouille les portières. Elle ajoute néanmoins : On m'a déjà volé mon sac dans la voiture, avec un système de brouillage

Le faible recours à la justice

Parmi les femmes ayant déclaré une agression, seules 32,3% ont déposé plainte auprès des services de police, contre 67,7% qui n'ont entrepris aucune démarche judiciaire. Ce silence s'explique par plusieurs facteurs : crainte de ne pas être crue, peur d'être sanctionnée par l'entourage familial, honte, et perception d'inefficacité du système judiciaire.

Tableau 11 : Les dépôts de plainte

Réponse	Effectifs	Fréquence
Oui	74	32,3%
Non	155	67,7%
Total	229	100%

Ce faible taux de signalement révèle le décalage entre l'existence formelle de mécanismes de protection et leur mobilisation effective. Le cadre légal algérien prévoit pourtant des sanctions claires : la loi n°15-19 de 2015 inscrit dans le Code pénal des dispositions spécifiques contre le harcèlement sexuel, avec des peines de deux à six mois d'emprisonnement et des amendes jusqu'à 100 000 dinars (Code pénal algérien, 2015). En 2020, l'ordonnance n°20-05 est venue renforcer la répression des violences, avec des peines allant de un à trois ans

d'emprisonnement pour les agressions verbales, et de trois à dix ans pour les agressions physiques (Ordonnance n°20-05, 2020).

Entre résignation et résistance : « les femmes réinventent leur rapport à la ville »

Face aux violences, les femmes développent trois types principaux de stratégies, qui s'apparentent à ce que Michel de Certeau qualifie de « tactiques » : des pratiques quotidiennes de résistance qui permettent de composer avec un environnement contraignant sans le transformer directement (De Certeau, 1990) :

Résignation et invisibilisation

Cette stratégie se manifeste par des ajustements vestimentaires visant à réduire la visibilité. M., 58 ans, explique :

Pour sortir acheter, si vous me croisez dehors vous n'allez pas me reconnaître parce que je mets une djellaba, je couvre davantage mon visage avec le hidjab, comme ça j'ai l'air plus vieille encore et je n'aurai pas de problèmes.

Évitement spatial et temporel

Cette tactique consiste à restreindre les trajets, horaires ou comportements pour réduire l'exposition au danger. L., 50 ans, témoigne :

Je ne me sens pas harcelée mais le soir j'ai peur. Je marche librement la journée, mais le soir j'entends trop d'histoires.

L'accompagnement devient également une stratégie. S., 43 ans, confie :

Quand je suis avec mon fils on ne m'embête pas, mais je ne reste jamais sur place. Je ne reste pas dans la rue sans raison.

Résistance et confrontation

Certaines femmes adoptent une posture plus frontale. S., 17 ans, résume :

Alors c'est simple : soit on se laisse faire et on se fait insulter, soit on ne se laisse pas faire... et on se fait insulter quand même. Alors autant ne pas se laisser faire.

C., lycéenne, explique :

Personnellement, je ne peux pas me laisser faire, généralement je réponds et quand tu réponds, ils le prennent mal comme si tu les rabaissais, mais moi je ne peux pas à chaque fois rester silencieuse.

Limites et perspectives

Cette recherche présente certaines limites : sous-représentation des quartiers périphériques, et possible sous-déclaration des violences les plus graves. Des études complémentaires pourraient explorer les stratégies masculines de domination spatiale ou comparer avec d'autres métropoles maghrébines.

Conclusion

Ce travail révèle l'ampleur des violences faites aux femmes dans l'espace public oranais : 45,2 % des enquêtées déclarent avoir subi au moins une agression. Ces violences s'inscrivent dans le quotidien de nombreuses femmes et participent à leur exclusion de l'espace public. Elles traduisent des rapports de pouvoir qui traversent la ville et en conditionnent l'accès dont beaucoup d'entre-elles se déplacent sous surveillance, dépendantes d'autorisations de sortie.

L'analyse factorielle a permis d'identifier trois profils de victimes, soulignant que l'exposition aux violences est étroitement liée à l'âge, au statut matrimonial et les pratiques de déplacement. Les femmes au foyer et les étudiantes apparaissent particulièrement concernées, tandis que le port du voile, bien que souvent mobilisé comme stratégie de protection, n'offre que peu de garantie. En parallèle, la typologie des agresseurs fait apparaître des figures masculines diverses (des jeunes désœuvrés, des ultras conservateurs ou des individus ordinaires) qui participent à un contrôle enraciné dans les normes patriarcales.

La cartographie des violences met en relief une ville fragmentée, où les zones centrales les plus attractives concentrent les agressions les plus fréquentes. Dans ce contexte, les femmes élaborent des stratégies de contournement, d'évitement, ou choisissent de se faire accompagner. Ces pratiques, bien qu'elles traduisent des formes d'adaptation, témoignent aussi d'une restriction de leur liberté. Le faible taux de plainte (32,3 %) illustre la difficulté à obtenir reconnaissance et justice, une situation qui peut les conduire à la résignation. Cependant cette réalité ne s'accompagne pas uniquement de résignation. Depuis quelques

années, les réseaux sociaux sont devenus des espaces d'alerte et de dénonciation. Des vidéos montrant des scènes de harcèlement circulent massivement, souvent accompagnées du *hashtag* لا للتحرش (Non au harcèlement). Portées par des citoyennes ordinaires ou des influenceuses, ces initiatives contribuent à modifier le regard porté sur ces violences. Cette mobilisation, bien qu'elle expose à des risques, participe à la constitution de nouvelles solidarités et d'un mouvement virtuel de revendication au droit à la sécurité.

Les résultats de cette enquête invitent à penser l'aménagement urbain dans une perspective de réduction des inégalités de genre. Dans cette optique, la planification urbaine genrée devient évidente en ce sens où elle permet de concevoir des villes en phase avec la diversité des usages et des besoins, en intégrant dès la conception des projets incluant les besoins des femmes. Il ne s'agit pas d'ajuster a posteriori des dispositifs existants, mais de repenser en profondeur les logiques d'aménagement pour construire des environnements sûrs, accessibles et équitables. Imaginer la ville de demain, c'est penser un espace où la sécurité devient un droit et non un privilège.

Ce travail tente de documenter les contraintes vécues par les femmes dans leurs mobilités quotidiennes et interroge également la capacité de l'aménagement urbain à transformer les inégalités spatiales genrées.

La ville d'Oran s'est révélée un terrain d'analyse particulièrement pertinent, peu étudié sous l'angle de la géographie du genre.

Ce travail contribue ainsi à renouveler l'analyse des mobilités urbaines genrées en proposant des outils conceptuels et méthodologiques robustes, capable de saisir la complexité des négociations quotidiennes que les femmes déploient pour construire leur géographie urbaine dans des environnements urbains contraignants.

Bibliographie

Achour-Bouakkaz, N., Saighi, O., Benbouhedja, A., & Kouri, O. N. (2024). Women's daily mobility: case study of Constantine, Algeria. *International Journal of Innovative Technologies in Social Sciences*, 2(42). https://urls.fr/bc_a8s

Addi, L. (2005). Femme, famille et lien social en Algérie. In M. Cherriet (Éd.), *Famille et mutations sociopolitiques : L'approche culturaliste à l'épreuve* (pp. 71-87). Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

Bakhti, N. (2022). La ville algérienne au féminin avant et pendant la pandémie de la Covid-19 : Le cas de la ville d'Oran, vers une aggravation des contraintes liées aux mobilités géographiques des femmes. In CRASC (Ed.), *Société(s) et Pandémie*. CRASC.

Bekkar, R. (2004). Femmes du Maghreb dans la recherche en Sciences Sociales. *Maghreb-Machrek*, (179), 13-28.

Benzécri, J.-P. (1973). *L'analyse des correspondances*. Dunod.

Blanchet, A., & Gotman, A. (2007). *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*. Armand Colin.

Crenshaw, K. (1989). *Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics*. Presented at the University of Chicago Legal Forum, Chicago. Retrieved from: <https://urlz.fr/uZtZ>

De Certeau, M. (1990). *L'invention du quotidien, tome I : Arts de faire* (Folio Gallimard). Gallimard.

Dris, N. (2017). Genre, espace public et citoyenneté au Maghreb. *Sociologia on Line, Revue de l'association Portugaise de Sociologie*, (15), 101-115.

Fagnani, J. (1983). Women's commuting patterns in the Paris region. *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, 74(1), 12-24.

Langohr, V. (2014, 7 juillet). *New president, old pattern of sexual violence in Egypt*. Middle East Research and Information Project (MERIP). https://urls.fr/qn_2-3

Lavergne, M. (2022). Femmes dans les espaces transformés du monde arabe. Dans A. Hammouche & S. Monqid (Dir.), *Espaces et genre dans le monde arabe : Des transformations urbaines aux mutations des rapports de sexe*. Karthala.

Lefebvre, H. (1974). La production de l'espace. *L'Homme et la société*, (31-32), 15-32. <https://urls.fr/8jh07X>

Lieber, M. (2008). *Genre, violences et espaces publics : la vulnérabilité des femmes en question*. Presses de Sciences Po.

Massey, D. (1994). *Space, Place and Gender*. University of Minnesota Press.

McDowell, L. (1999). *Gender, Identity, and Place: Understanding Feminist Geographies*. University of Minnesota Press.

Monk, J., & Hanson, S. (1982). On not excluding half of the human in human geography. *The Professional Geographer*, 34(1), 11–23. <https://urls.fr/vAroJ0>

Morange, M., & Schmoll, C. (2016). *Les outils qualitatifs en géographie : Méthodes et applications*. Armand Colin.

Pain, R. (2001). Gender, race, age and fear in the city. *Urban Studies*, 38(5), 899-913. <https://doi.org/10.1080/00420980120046590>

Redjel, N. (2008). L'affirmation de la différence à travers le cas du boulevard Victor Hugo à Constantine (Algérie). Dans S. Denèfle (Dir.), *Utopies féministes et expérimentations urbaines*. Presses universitaires de Rennes.

Souiah, S. A., Nourine, R., & Bakhti, N. (2022). Le transport collectif dans la deuxième grande ville algérienne (Oran) : Avant, pendant la pandémie de la Covid-19 et perspectives en situation de déconfinement. Dans *Société(s) et pandémie*. CRASC.

Spain, D. (1992). *Gendered Spaces*. The University of North Carolina Press.